



**Syndicat National Force Ouvrière  
des Finances Publiques  
Section du Finistère**

4, Square Marc Sangnier CS92839  
29228 BREST CEDEX 2  
Téléphone : 02.98.80.59.12 - 06.78.56.61.04

[fo.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr)  
Site Web : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/029/>

## **CHS-CT du 13 JUIN 2017**

### **Compte rendu**

Le CHS-CT s'est réuni au Centre des Finances de Châteaulin le 13 juin 2017, sous la Présidence de Madame BRIGANT, et en présence de Madame RUCH (Division RH), du Docteur GUILLOUD, de Madame COLAS (ISST), de Madame BLAVEC (Assistante de prévention) et de Monsieur JOLIVET (Cellule immobilière).

#### L'ordre du jour était le suivant :

- Approbation des procès verbaux des séances plénières du 9/02 et 16/03/2017,
- Examen du budget 2017 : point sur les actions engagées et sur les actions proposées,
- Examen des fiches accidents depuis 2016,
- DUERP PAP DIRCOFI,
- Fiches de signalement et fiches hygiène et sécurité parvenues depuis le précédent CHS,
- Rapports de visites de Mme COLAS, ISST,
- Visites de services par le CHS.

#### Procès verbaux des CHS-CT des 9 février et 16 mars 2017 :

Ces deux procès verbaux ont été approuvés à l'unanimité. Rappelons que le PV de la séance du 16 mars 2017 ainsi que celui de cette séance du 13 juin sont rédigés par la société Ubiquis, suite aux difficultés rencontrées par les deux CHS-CT du Finistère et du Morbihan, pour la production des procès verbaux de leurs séances plénières. Par ailleurs, la Présidente du CHS-CT a alerté, par lettre du 18 mai dernier, la Secrétaire Générale du Ministère, Madame BRAUN-LEMAIRE, afin qu'une solution adéquate puisse être trouvée pour la prise en compte pérenne des missions de secrétariat et d'animation du CHS-CT. Cette demande de moyens fera l'objet en parallèle d'une délibération du CHS-CT du Finistère qui pointera aussi la nécessaire question du recrutement d'un deuxième médecin de prévention pour assurer la couverture des deux départements du Finistère et du Morbihan.

#### Budget 2017 : point sur l'avancement des actions :

Brest Duquesne : le remplacement des manivelles de volets roulants trop courtes a pu être effectué. Le repositionnement de certains luminaires mal positionnés au dessus des postes de travail a commencé, opération qui demeure cependant chronophage, puisque actuellement 10 luminaires sur 90 ont pu faire l'objet de réglages.

Chateaulin : la mise en place de rampes manuelles extérieures pour éviter les risques de chutes a pu être effectuée. L'agrandissement de la porte extérieure au sous-sol arrière du bâtiment est en cours, rappelons que l'objectif est d'éviter les risques de chutes lors des opérations de manutentions.

Pont croix : l'éclairage des luminaires situés en zone d'accueil a pu être corrigé.

Pont l'abbé : Les travaux effectués dans la partie accueil, ne semblent pas donner entière satisfaction notamment en raison d'une estrade trop haute, pouvant occasionner des risques de chutes. La situation est donc à revoir pour trouver une solution techniquement plus adaptée.

Quimper TY NAY : Dans le cadre de l'amélioration de l'environnement et de l'accès à la salle de réunion et au coin détente du sous-sol, les travaux prévus seront complétés par la dépose d'un chemin de câble occasionnant un devis complémentaire de 962 €.

Cité administrative Brest : la commande pour le remplacement de la barre de seuil est en cours.

Trésorerie de Saint Renan : Cette opération a été initialement budgétisée pour 6 500 € ; Deux devis sont actuellement à l'étude pour le remplacement du revêtement de sol usagé, l'un de 5 453,51 €, et l'autre de 9 240,67 €. La cellule immobilière doit contacter le propriétaire des locaux afin d'envisager une éventuelle prise en charge partielle du financement.

Tous sites mises aux normes électriques : les rapports du cabinet « Véritas » ont été communiqués à l'entreprise dont le chiffrage est estimé à 12 026 €.

Les formations : de très bons retours sont à noter sur plusieurs formations notamment les premiers secours et recyclage, l'utilisation des défibrillateurs, les risques routiers, l'amélioration de la qualité de vie au travail, celle-ci fera l'objet du rajout d'une nouvelle session début octobre.

Mise à disposition de lampes individuelles : deux modèles de lampes nous ont été présentés en séance, l'une proposant un éclairage large (300 €) et un autre modèle de bureau (54€).

En complément de ces propositions en cours et déjà actées lors des CHS-CT des 9 février et 16 mars 2017, le Docteur GUILLOUD a évoqué la problématique spécifique des collègues du service logistique de Brest Châteaubriand, qui depuis le 1<sup>er</sup> juin 2017 assurent la centralisation de la mise sous pli, avec l'utilisation d'une machine occasionnant d'importantes nuisances sonores.

Dans ce contexte, la protection auditive des collègues s'avère nécessaire, et le Médecin a proposé l'acquisition d'un dispositif spécifique anti bruit adapté estimé à 150 € l'unité.

**F.O.- DGFIP29 a relayé et approuvé cette demande tout à fait justifiée au regard des contraintes occasionnées par ces travaux de mise sous pli et d'affranchissement.** En sus des protections auditives, des tabourets pour travailler en position assise vont également être achetés (130€ l'unité).

L'enveloppe du médecin avait été fixée à 20 000 €, à ce stade le Docteur GUILLOUD nous a confirmé que l'ensemble des commandes qui lui avaient été faites vont pouvoir être livrées et notamment les fauteuils adaptés.

Elle a indiqué par ailleurs avoir de bons retours quant à l'utilisation des matériels de type flesk desk et roller mousse.

A l'heure actuelle et sur une enveloppe initiale de 147 547 €, le solde des crédits disponibles s'élève à 48 034,09 €, dont 30 000 € représentant un reliquat de charges au titre de l'exercice 2016. Le montant réellement disponible s'élève donc pour l'instant à 18 034,09 €.

Dans le prolongement de notre questionnement en déclaration liminaire, Madame BRIGANT a indiqué ne pas avoir plus de précisions quant à l'éventualité d'un abondement budgétaire

pour pallier à cette amputation de près de 20 % des crédits 2017 du CHS-CT...Le CHS-CT du Finistère intégrera également cette demande d'abondement budgétaire en sus de ses revendications touchant au positionnement à temps plein du Médecin de Prévention, et aux moyens pour l'animation et le secrétariat du CHS-CT.

### **Examen des fiches accidents :**

Plusieurs fiches relatant des accidents de service ont pu être présentées lors de ce CHS-CT. Bon nombre d'entre elles portent sur des accidents de trajets professionnels routiers ou piétons, voire des morsures de chien ainsi que sur des chutes sur le lieu de travail. Concernant l'une des fiches, **F.O.- DGFIP29** s'est étonné, à tout le moins, de l'absence d'un signalement dans le cadre du dispositif prévu pour alerter sur les situations liées aux risques psychosociaux, car il ne fait guère de doute que la collègue en charge de cet accueil a dû supporter les conséquences d'un épuisement professionnel.

### **DUERP/PAP de la DIRCOFI Ouest :**

La présentation du DUERP et du plan de prévention 2017 des services Brestois et Quimpérois dépendant de la DIRCOFI Ouest a été faite en séance.

La synthèse de l'année 2017 fait état d'une politique de prévention dynamique pour endiguer le risque routier fort prégnant pour les vérificateurs, notamment par la mise à disposition de véhicules de services, le tout assorti de mesures notamment en matière d'assurance « tiers amélioré » assurant de bonnes garanties contractuelles aux conducteurs.

En complément de ces initiatives, les stages de conduite continueront d'être proposés et il pourra être envisagé de rechercher des stages de nature différentes pour parfaire la sensibilisation des conducteurs.

Concernant les risques psychosociaux, un groupe de travail interrégional s'est tenu en novembre 2016 dans le prolongement de celui mis place initiale en 2015, le but étant d'analyser l'efficacité des mesures mises en place et de réfléchir à d'éventuelles nouvelles propositions.

Force est de constater qu'en ce qui concerne les principales préconisations de ce groupe de travail RPS, elles paraissent peu en phase avec une prise en compte efficace et concrète des problématiques notamment de surcharge de travail et de pression temporelle...

Sur la question centrale de la surcharge de travail le dispositif 2015 est reconstruit : « *savoir gérer et hiérarchiser les priorités...* » et concernant la pression temporelle il est recommandé « *d'inciter l'agent à parler de la situation avec son chef de service et l'équipe...* »

**F.O.- DGFIP** a fait remarquer qu'il était peu probable que de telles mesures cosmétiques puissent apporter des solutions pour résoudre les RPS voire à minima d'en atténuer les conséquences....D'ailleurs, les situations d'exposition aux risques psychosociaux recensées dans le cadre du DUERP/PAP 2017 ne diminuent pas, et se situe à l'aune des chiffres nationaux ? soit environ 30 % des situations globales...

Concernant la synthèse nationale de la campagne ministérielle d'évaluation et de prévention des RPS 2015/2016 dans les services de la DGFIP, il est à souligner qu'une majorité d'agents s'estime concernés par les situations d'exposition liées à la quantité de travail (63,7%), à la pression temporelle (53,2%) et à la complexité du travail (45,9%).

Concernant les différents plans d'actions déclinés par les Directions, les groupes de travail RPS qui ont pu se mettre en place prônent systématiquement des mesures de « prévention » de type organisationnel ou de mutualisation des méthodes de travail, propositions allant même parfois dans le sens des orientations restructurantes de la Direction Générale, notamment les SAR (Service d'appui au réseau).. Si l'administration

poursuit sa logique, nous n'allons pas tarder à voir émerger la fermeture des structures et la mise en place de pôles industriels, comme mesures censées améliorer les conditions de travail des personnels... !!

**Comme indiqué dans notre déclaration liminaire, il est plus que temps de reconnaître la relation de cause à effet entre l'élévation des risques psychosociaux et les suppressions d'emplois, car ce lien désormais n'échappe plus à personne, sauf à notre Directeur Général... !!**

#### **Examen des fiches de signalement :**

Plusieurs fiches ont été évoquées, dont bon nombre portent sur des faits d'agression verbale sur des collègues notamment en charge de l'accueil. Certaines de ses situations ont donné lieu avec l'accord des collègues, à des lettres de mise en garde adressées aux usagers coupables d'outrages ou de menaces aux collègues.

Rappelons que le dispositif ? en cas d'agression prévoit que l'agent victime soit systématiquement invité à déposer plainte à titre personnel et qu'en soutien de l'action engagée par l'agent, les Directions locales peuvent également dénoncer les faits au procureur de la République.

Depuis 4 ans le nombre de décisions de justice rendues en faveur des personnels de la DGFIP, ne cesse de croître. **Pour F.O.- DGFIP, même si ce constat est en lien avec une fâcheuse évolution sociétale, il n'en demeure pas moins que les agents des Finances ne sont en aucun cas des défouloirs, et que toutes les situations d'agression doivent être prise en compte par des mesures adaptées et portées le cas échéant en justice.**

#### **Examen des fiches hygiène et sécurité :**

CPS rattaché Brest : Une observation a été soulevé concernant une éventuelle difficulté pour évacuer la salle de formation située au rez de jardin, local de l'ex TG, provisoirement occupée par les collègues du CPS. Une solution a pu être trouvée permettant de rassurer les collègues sur la conformité de l'évacuation de la salle de formation.

Trésorerie de Quimper CH : Des moquettes très abîmées ont été signalées et un devis portant sur des travaux de remplacement de cette moquette par du PVC a été produit pour 7 851 €. Un autre devis intégrant l'enlèvement et le déplacement du mobilier va être demandé pour que la prestation soit globale.

CDIF Quimper : Un problème d'hygiène est signalé au CDIF en lien avec une prestation de ménage insuffisante, une lettre va être adressée au prestataire pour lui rappeler ses engagements et obligations.

CDIF Brest : En lien avec les travaux de la Cité administrative, des problèmes respiratoires ont été remontés par certains collègues, potentiellement imputables à la diffusion de poussières. Un transfert du service a été effectué au rez-de-chaussée, le Médecin de prévention s'est également déplacé dans le service.

#### **Rapports de visites de Madame COLAS, Inspecteur Santé Sécurité au Travail :**

Trésorerie de Chateauneuf du Faou : Les recommandations de Madame COLAS n'appellent pas à des vigilances particulières en matière d'hygiène et sécurité pour ces locaux, elle

évoque cependant le manque de luminosité au niveau central qu'il conviendra de pallier par la commande et la livraison d'une lampe de bureau.

Trésorerie de Lesneven : Le rapport ISST sur la Trésorerie évoque bon nombre de dysfonctionnements et d'anomalies au regard de l'aménagement et l'hygiène des locaux. En effet l'état général du poste est mauvais (humidité, moisissures, revêtement de sols abîmés etc ...) . Les conclusions de Madame COLAS sont sans équivoque, en expliquant que la seule solution d'amélioration des conditions de travail des agents, serait de déménager dans d'autres locaux...

Dans ce contexte, la Présidente, Madame BRIGANT a indiqué qu'une récente piste avait vu le jour sur la ville de Lesneven permettant à priori d'envisager un relogement du poste comptable, la question du montant du loyer serait en négociation.

### **Rapports des visites effectuées par la délégation du CHS-CT29 :**

SIP Brest Iroise et Elorn : La question de la charge de travail et de l'insuffisance de moyens en personnel a été évoqué par les collègues. Sur le plan matériel, le problème des manivelles trop courtes des volants roulants a pu être pris en charge sur les crédits du CHS ; Le sujet récurrent évoqué par les agents est celui de l'ambiance lumineuse, le recours aux lampes individuelles est sollicité par les collègues.

Trésorerie de Pont l'Abbé : Concernant les opérations ayant précédé la fusion des deux Trésoreries de Pont l'Abbé et Plogastel, les agents ont évoqué le déficit d'information de la Direction en amont. Concernant la nouvelle installation de l'accueil financé par le CHS-CT, les collègues évoquent des points positifs (mise à hauteur de la banque, vitrage) mais aussi négatifs, avec notamment une estrade trop haute pouvant occasionner des risques de chutes.

La situation est donc à revoir techniquement, pour pallier à ce désagrément. Concernant la luminosité et les stores usagés qui occultent la lumière extérieure, il est envisagé un système alternatif de vitrophanie. Le plan d'évacuation est à revoir ainsi que la sirène incendie à tester. Le contrat de ménage semble insuffisant et quant au revêtement de sol, il nécessite une intervention de décrassage au service du recouvrement.

### **Questions diverses :**

Les défibrillateurs : **F.O.-DGFIP29** a évoqué les modalités de maintenance des défibrillateurs à l'issue de la garantie de deux ans. Le sujet de l'éventualité d'un contrat d'entretien au terme de la garantie va être mis à l'étude.

SIE Morlaix : Les collègues du SIE ont fait remonter des problèmes respiratoires dont l'origine n'a pas été identifiée à ce stade. De façon générale, les contrats d'entretien sur les bâtiments prévoient outre les vérifications de chaudière, l'entretien et le nettoyage des VMC, opérations qui doivent normalement être réalisées et restituées dans un cahier de présence. Un rappel va être fait dans ce sens aux chefs de services et responsables d'immeubles.

**La délégation F.O.- DGFIP29 en CHS-CT : Florence JAVELOT** (EDR- Secrétaire du CHS) ; **Nelly PERELLE** (SIP Brest Iroise) ; **Michelle GALLY** (EDR Sud) ; **Erick GUERRY** (Permanent **F.O.- DGFIP29**) .